

Europe : le décrochage démographique de la France.

Article rédigé par *Ilyes Zouari*, le 22 août 2016

[Source :Eurostat]

La France continue à se classer au-delà de la 10^{ème} place pour la croissance démographique en Europe. Cette situation, néfaste à ses intérêts, nécessite la sanctuarisation de la politique familiale et la mise en place d'une politique adéquate en matière d'immigration. D'autant plus que la France souffre d'un terrible retard démographique...

Selon l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), la France a terminé l'année 2015 à la 14^{ème} place des pays du continent, hors Turquie. Elle rétrograde ainsi d'une place par rapport aux deux années précédentes[1], du fait de la crise des migrants. Nous sommes donc bien au-delà de la seconde position - derrière l'Irlande - fréquemment avancée en début de chaque année, et qui ne concerne, en fait, que le seul critère du taux de fécondité.

Une influence française menacée sur le continent

Pourtant, il s'agit là d'un élément bien insuffisant afin de mesurer l'évolution du poids d'une nation et des rapports de force entre pays appartenant à un espace géopolitique donné. Dans cette optique, seule la croissance démographique totale n'a de sens, incluant donc croissance due au solde naturel et celle due au solde migratoire. Ainsi, force est de constater que la France métropolitaine, avec ses 64,5 millions d'habitants, n'est plus le deuxième territoire le plus peuplé d'Europe (hors Russie). Elle a été dépassée par le Royaume-Uni (65,3 millions) en 2011, dont la croissance démographique (0,88%) a été plus que deux fois supérieure à la nôtre l'année dernière. La seconde place souvent attribuée à notre pays ne s'explique, en fait, que par l'intégration, toute légitime certes, de la population de nos cinq départements d'outre-mer (2,1 millions). Si la tendance devait se poursuivre, et selon les dernières projections[2], le Royaume-Uni deviendrait le pays le plus peuplé de cet espace d'ici 2060, et la France serait troisième, toujours derrière l'Allemagne. Dans l'ensemble, ce sont les pays anglo-saxons, scandinaves et la majorité des pays germaniques qui tireraient leur épingle du jeu, au détriment de notre pays et, plus globalement, des parties latine et slave du continent. Or, les premiers ne partagent pas totalement les mêmes orientations politiques et économiques que les nôtres.

Afin de mettre un terme à ce déclassement, la France doit donc agir sur les deux leviers de la croissance démographique : la natalité et l'immigration. Mais tout en veillant à ce que cette croissance demeure essentiellement due à l'augmentation naturelle de sa population, condition sine qua non à la réussite de toute politique d'assimilation républicaine des nouveaux arrivants et de leurs descendants immédiats.

Natalité insuffisante et signaux négatifs envoyés à nos compatriotes

Dans ce cadre, notre pays doit tout mettre en œuvre afin d'atteindre au minimum le seuil de renouvellement des générations, situé à près de 2,1 enfants par femme et qu'elle n'a plus atteint depuis 1974. Les différents coups de canif portés à notre politique familiale ces dernières années vont donc dans le mauvais sens, et expliquent peut-être en bonne partie la baisse du taux de fécondité observée en 2015, à 1,96 au niveau national et 1,93 pour la France métropolitaine. Pour cette dernière, le déficit en termes de naissances a donc été de près de 8%, soit environ 60 000. Au passage, rappelons que le nombre idéal d'enfants souhaités dans notre pays est estimé en moyenne à 2,4 par famille, les femmes en désirant même légèrement davantage que les hommes.

Par ailleurs, les déclarations de certaines personnalités politiques établissant une corrélation entre notre « vitalité » démographique et la hausse continue du chômage, constituent un signal extrêmement négatif envoyé à nos compatriotes, en plus de relever de la plus grande irresponsabilité et inexactitude. Irresponsabilité d'abord, car la France se doit de maintenir son poids et donc son influence en Europe, d'une part, et d'autre part car c'est bien notre niveau de fécondité actuel, quoique insuffisant, qui explique que notre pays soit l'un des rares du continent à pouvoir se passer d'une immigration de masse. Ce qui fait la différence avec l'Allemagne, qui perd chaque année près de 200 000 « autochtones » (soit plus que le nombre total des victimes du bombardement atomique d'Hiroshima). Inexactitude ensuite, car de nombreuses études démontrent bien que croissance démographique et croissance économique vont de pair, sous réserve que le climat des affaires soit favorable à l'investissement, et renforcé par l'existence d'un État stratège. D'ailleurs, force est de constater que 12 des 13 pays européens affichant une croissance démographique supérieure à la nôtre, affichent également un taux de chômage - largement - inférieur au nôtre. La Finlande étant la seule exception.

Une immigration à rééquilibrer en fonction de la provenance

Il convient donc de stimuler davantage notre croissance démographique en essayant d'atteindre au minimum le seuil de renouvellement des générations, tout en menant une politique migratoire visant à servir de complément de croissance démographique en vue de maintenir les équilibres géopolitiques intra-européens, et au-delà. Mais ces flux migratoires doivent présenter une répartition géographique des provenances au moins équilibrée en faveur des ressortissants originaires du vieux continent. La France est, en effet, le seul et unique pays de cet ensemble à connaître en permanence un solde migratoire européen minoritaire, situé autour de 40% du solde total (immigrants venant de la Russie européenne inclus). Chaque année, cette part représente presque partout ailleurs au moins la moitié de l'immigration totale nette, de plus ou moins 50% au Royaume-Uni à près de 80% en Allemagne jusqu'au début de la crise des migrants (sur un solde annuel déjà élevé de 300 000 à 400 000 individus), et a même atteint 83% pour la Suisse en 2014[3]. Précisions, au passage, que ce dernier pays affiche désormais le taux d'immigration nette le plus élevé du monde occidental, derrière le Luxembourg et devant l'Australie[4].

Certes, il est tout à fait normal que la France continue à accueillir des ressortissants extérieurs au continent, et en priorité ceux faisant partie de la vaste famille francophone à laquelle nous lient de puissants liens historiques et culturels, et qui regroupe 460 millions de personnes réparties sur quatre continents. Toutefois, la différence encore palpable de niveau et de mode de vie entre notre société et celle de la majorité des pays du Sud fait que cette singularité française, résultant du fait d'avoir longtemps empêché la libre installation des personnes venant des nouveaux pays membres de l'UE, constitue une grave erreur : une immigration majoritairement d'origine européenne est en effet de nature à faciliter considérablement l'adaptation des immigrants non européens en évitant les phénomènes de concentration monoethnique extra-européenne, qui ne peuvent qu'entraver sérieusement tout processus d'assimilation.

Un retard démographique considérable à ne pas perdre de vue

Enfin, il conviendrait de ne point oublier le terrible retard démographique accumulé par notre pays deux siècles durant, du milieu du 18^{ème} siècle à 1945. La France, qui vers 1760, était plus de trois fois plus peuplée que le Royaume-Uni dans ses frontières actuelles, 2,8 fois plus peuplée que l'Espagne (1,4 fois aujourd'hui), un tiers plus peuplée que l'Allemagne, et autant peuplée que le Japon (127 millions d'hab. de nos jours) et la Russie (144 millions). Alors que, et comparées à l'ensemble de celles subies par ces mêmes pays depuis cette date, nos pertes humaines dues aux guerres furent comparables, sinon moindres, et nos pertes migratoires plus que négligeables. Seul pays au monde à avoir connu une transition démographique aussi prématurée, notre pays hérite ainsi d'une faible densité démographique par rapport à ses grands voisins, de 117 hab/km² (France métrop.), contre 269 pour le Royaume-Uni, 230 pour l'Allemagne, 202 pour l'Italie, ou encore 336 pour la Japon.

Ce déclin démographique ne fut naturellement pas sans conséquences sur l'influence de la France en Europe, en plus d'avoir favorisé dans une large mesure le déclenchement des deux grandes guerres mondiales qui secouèrent la première moitié du 20^{ème} siècle, et qui nous coûtèrent si cher. Mais de la même manière que nul n'aurait imaginé il y a deux siècles que notre pays perdait un jour sa supériorité démographique - et économique - continentale, il est tout à fait possible que la France retrouve progressivement cette prépondérance, sous réserve de mettre en place tous les outils nécessaires en ce sens. Ce qui ne pourrait que renforcer davantage encore le poids de l'Europe dans le monde, dont la multipolarité serait alors réaffirmée.

La forte croissance attribuée à l'Italie pour l'année 2013 résulte d'un ajustement.

WPP 2015 (ONU), et World population data sheet 2015 (PRB).

Office fédéral de la statistique (OFS) helvétique.

Selon le World population data sheet 2015 du PRB (pour mille habitants) : 19 pour le Luxembourg, 11 pour la Suisse et 8 pour l'Australie. Le taux réalisé par la Nouvelle-Zélande (11) est exceptionnel et ne peut être pris en compte.